Sécurité?

EDUARDO LOSICER

*Est-ce que nous retournerons à la caverne ou au centre-commercial ? – Avant l’humanité a cherché l’extérieur, le dehors, la lumière de l’illustration. Aujourd’hui on ne cherche plus “l’intérieur”, mais la “sécurité” intérieure”, où il y a une lumière grise, froide, sèche et surtout artificielle. Une vie grise, sera-t-elle meilleure qu’une vie non sûre?
J. SARAMAGO¹*

Résumé:

Dans ce petit travail, nous proposons une réflexion sur deux questions que la contemporanéité plus immédiate met en relief, et qu’on pourrait titrer comme “pensée de sécurité” et “culture de l’insécurité, ayant l’intention de développer quelques hypothèses qui nous permettent de comprendre les nouvelles significations attribuées actuellement au mot sécurité, ainsi que les rapports possibles, qui peuvent être établis entre les deux expressions qui orientent notre analyse.

Mots clés: sécurité/insécurité; public/privé; État, politique et subjectivité.

¹ cité par Sñaki Rivera Beiras dans: “Lo publico, lo privado, lo íntimo”, Dobon, Juan, Letra Viva, Buenos Aires, 2001.

Nous comprenons que la pensée de sécurité désigne l'ensemble des principes fondamentaux où la politique de l'État pour la sécurité publique s'appuie et, dans sa dissémination globale, cette pensée tend à constituer l'essence de ce qu'on appelle "pensée unique", c'est-à-dire, ce raisonnement qui prétend légitimer explicitement la situation actuelle du monde. En même temps, son expression qui marque le manque, l'insécurité, tend à s'infiltrer dans l'âme des populations en envahissant tous les registres du privé et en engendrant ce qu'on appelle "la culture de l'insécurité". Ainsi, sécurité et insécurité constituent une paire binaire qui affecte toutes les frontières entre le public et le privé, pour les diluer ou pour les remarquer.

On adopte l'expression culture de l'insécurité pour mettre l'accent sur l'insécurité comme production, c'est-à-dire, produite par la politique, et productrice de subjectivations, d'après ce que nous constatons dans tous les territoires actuels, qu'ils soient locaux ou globaux, physiques ou existentiels.

Ainsi, nous préférons parler de l'insécurité et non pas de la peur, par exemple, pour éviter l'interprétation "naturalisante" que le mot "peur" implique toujours; nous ne nous occupons pas des sentiments naturels de la subjectivité mais des productions de l'imaginaire individuel et collectif.

Discourir sur les différentes manifestations de la peur, considérée comme un des sentiments les plus caractéristiques de la nature humaine, a l'effet inévitable de "dépolitiser ou psychologiser" la question que nous citons. Cela est si naturel que, d'habitude, quand nous parlons de la peur et de ses objets, nous dispensons toute référence pour l'expliquer, appuyés sur un consentement tacite du sens. Mais, pour le retirer de cette unité fictive, nous pouvons argumenter que, ainsi qu'il arrive avec d'autres sensations considérées comme naturelles (qui ne se réfléchissent pas), la peur "ne se pense pas elle-même" et, pour parler de la "raison" de l'insécurité, il est nécessaire de l'analyser, dans la subjectivité contemporaine et dans l'histoire politique.

Dans la généalogie de la pensée de sécurité, nous trouvons ces termes rapportés pour la première fois lors de la naissance du libéralisme et de l'État moderne. Selon T. Hobbes, l'homme est une machine naturelle et sensible, mais la peur, c'est le sentiment prépondérant qui fait que l'état de la nature ne soit pas viable: à la fois pleine liberté et terreur constante². À partir de ce moment-là, la peur

² "História das idéias políticas", Francois Châtelet, Jorge Zahar Editor, 2000

et la sécurité s'opposent dans la philosophie politique de l'État. Mais – d'après une lecture de M. Foucault -, c'est au XVIII^e siècle seulement que nous pouvons trouver comment la pratique politique et économique oppose la sécurité et la loi comme des ressources fondamentales de la médiation du gouvernement ³. Ce sont les nouveaux destins de la production qui impriment ce changement. Il était nécessaire pas seulement de régler la production croissante, mais aussi de rendre "sûres" ses conséquences. D'après cette lecture, la discipline veut produire l'ordre et la sécurité veut régler le désordre, fatalement provoqué par les nouveaux systèmes de production capitaliste, propres au nouveau monde libéral. Ainsi, de plus en plus parfaits et "libres", ces systèmes de production se développent à côté des exigences de sécurité qui leur sont immanentes, désormais définitivement détachées des "peurs naturelles" des hommes.

Dans un travail récent ⁴, où nous avons abordé les nouvelles situations du confinement et "de l'institution totale" que nous pouvons observer dans la contemporanéité, nous soutenons l'hypothèse selon laquelle les nouveaux systèmes "imaginaires" confinés de vie de travail se ferment autour de cette logique immanente à la production et ainsi ils s'établissent comme de petits ou de grands systèmes totalitaires. Nous pouvons ajouter maintenant que l'exigence de sécurité qui les accompagne ne "pense" plus à l'homme, mais à ce qu'il peut produire dans des règles strictes (déréglementaires) de la libéralisation totale que nous vivons aujourd'hui. Citant G. AGAMBEN, "Tandis que le pouvoir disciplinaire isole et ferme des territoires, les mesures de sécurité conduisent à une ouverture et à la mondialisation..."

Dans cette perspective, nous pouvons affirmer que la radicalité de la pensée de sécurité se révèle actuellement imposée d'une double impossibilité: elle ne s'oppose plus à la peur "naturelle" de même qu'elle ne peut plus contenir le désordre provoqué par la règle du système de production - consommation du néolibéralisme (chômage, inégalité, misère, migration forcée et, en dernier lieu, état d'exception et guerre civile).

³ "Sobre a segurança e o terror", Giorgio Agamben, em "As Multidões e o Império" Giuseppe Cocco, Dpya Editora, 2002

⁴ "Confinés", Eduardo Losicer, présenté à la 3^e Rencontre Latino- Américaine des États Généraux de la Psychanalyse", Buenos Aires, 2002

Examinant, à présent, la conception de l'État où Freud construit peu à peu la pensée psychanalytique, présente dans toute son oeuvre, on peut conclure que la question de la sécurité apparaît, depuis le début jusqu'à la fin, comme une des illusions en plus - comme la religion - nécessaires à la vie en société. Il se réfère à la sécurité comme une mission impossible du moi, inhérente à la vie individuelle, en même temps qu'il montre l'impossibilité de sa totale réalisation de la part de l'État, telle que l'on vérifie historiquement dans la vie sociale et politique des peuples. Il affirme que nous sommes disposés à payer le prix le plus haut, celui du bonheur, avec le but unique de nourrir une sécurité illusoire qui nous préserve des impulsions sexuelles et hostiles qui nous constituent. Parmi les différents sacrifices imposés par le progrès civilisateur, le prix à payer par la sécurité commune, c'est un des plus primitifs, et, en même temps, le plus manqué.

Freud se rapporte à ce thème-là dans plusieurs textes ⁵ mais c'est dans "Le Malaise de la Civilisation" que nous trouvons le passage qui synthétise le mieux cette condition de "manque" de la sécurité: "...si la civilisation impose des sacrifices... aussi grands, non seulement à la sexualité de l'homme, mais aussi à son agressivité, nous pouvons mieux comprendre pourquoi il lui est difficile d'être heureux dans cette civilisation... l'homme civilisé a échangé une parcelle de ses possibilités de bonheur contre une parcelle de sécurité".

Remarquons, cependant, que dans ce passage-là, on fait allusion à l'acquisition d'une "parcelle" de sécurité, mais si on ramène cette question aux jours actuels, il paraît que la sécurité est devenue le principe fondamental (et non pas partiel) de la fonction de l'État. En effet, c'est le pouvoir politique qui, dans la modernité, se charge d'augmenter de façon permanente la promesse de sécurité, pour garantir l'ordre social, en relevant et même en remplaçant la promesse de la religion de protéger et de sauver les vies et les âmes. Il en sort l'interrogation la plus perçante qui nous soit posée: quel serait le prix que nous payons aujourd'hui pour cette sécurité totale? Et, en plus, où son échec implacable nous conduira-t-il?

⁵ "História do Movimento Psicanalítico" "A Questão de uma Weltanschauung" "O Estranho Mal-Estar na Civilização", "Carta de Freud", "Carta de Einstein", "Esboço de Psicanálise", "Nossa atitude para com a morte", "Sobre o Narcisismo", "A Vida Instintual dos Neuróticos Obsessivos", Sigmund Freud, em Obras Completas, Imago Editora

Pour aborder ces questions, il est nécessaire de récapituler encore une fois les passages où l'oeuvre freudienne réussit dans la tâche de "dénaturaliser" le besoin de sécurité du sujet humain. À travers cette perspective, il est évident qu'il ne s'agit pas tout simplement d'un besoin instinctif de réaction face au péril externe, comme on pourrait argumenter à partir d'une vision purement psychologique. En effet, à partir du moment où Freud met en scène le jeu pulsionnel et fantasmatique, y compris pour se rapporter à la question de la sécurité – insécurité, il est impossible de comprendre cette question d'après la perspective exclusive d'une psychologie fonctionnelle d'adaptation. Au contraire, quoique Freud ne consacre pas une étude spécifique à ce thème-là, dans les différents passages où il s'y rapporte, son caractère fantasmatique primitif est explicite: menace de la perte d'amour, menace d'abandon, de mortalité, etc... Dans la sphère individuelle, la sécurité est une fonction du moi, mais il s'agit d'un moi "bouffon", obligé à accepter l'anxiété (le signe) comme un moyen de sécurité et à feindre que c'est lui qui commande dans le cirque (qui prend feu) plus qu'un moi vraiment efficient en sa défense face au péril.

Un moi si étrange qui est capable de se dissocier en un "double" (qui commence à porter le savoir de la mortalité) comme une sécurité contre sa propre destruction. Il n'y a pas de sécurité possible dans la conception freudienne, simplement parce que notre mémoire n'est pas digne de confiance à cause du refoulement, fait révélé par l'obsessif qui multiplie ainsi les doutes et les rituels qui puissent le rendre sûr de façon interminable. Ainsi, l'individu est forcé à projeter cette impossibilité comme un désir idéal dans la vision de monde, mais la psychanalyse ne peut pas accepter cette vision-là, car elle est illusoire. Si la sécurité de la vie communale doit être garantie, chaque individu doit renoncer – dit Freud dans une lettre adressée à Einstein – à sa liberté personnelle d'utiliser sa force pour des buts violents ... mais – il explique immédiatement – un état d'équilibre de cette espèce ne peut être conçu que théoriquement.

Nous devons encore considérer la dimension symptomatique ou psychopathologique du sentiment d'insécurité, tel qu'il se présente dans l'intimité des cabinets de consultations ou dans la vie quotidienne. En effet, la phrase "je ne me sens pas sûr", en général, c'est l'expression d'un lapsus inconscient ressenti comme une faille personnelle qui se manifeste, principalement, dans l'intention de la parole face à un autre. L'irruption de cette insécurité est ressentie comme une discontinuité imprévue du sentiment de soi ou comme une décentralisation "incontournable" du

moi, qui met le sujet face à une urgence redoutable de l'inconscient et qui l'affecte comme une menace d'un lapsus étendu de langage, toujours imminent, ou comme un acte manqué déconcertant. De la normalité à la pathologie, cette expérience fréquente de l'inconscient généralement est rapportée comme une vague sensation d'insécurité dans un extrême, ou comme une grande peur phobique dans l'autre extrême.

Sur ce point, nous devons laisser consignée une interrogation retirée de notre clinique actuelle et qui est pertinente à la recherche qui nous occupe: si ces graves cadres phobiques peuvent être insérés dans les cadres qu'on appelle les "nouvelles psychopathologies", ne serait-il pas pertinent de considérer, surtout ce qu'on appelle "attaque de panique avec agoraphobie", comme une peur phobique du public (phobies politiques?), et non seulement sa référence classique de territoire comme phobie des espaces ouverts (par opposition à claustrophobie, comme phobie des espaces fermés) ou phobie sociale? L'agora (origine étymologique de l'agoraphobie) dénommait la place où se réalisaient les assemblées des citoyens dans la Grèce Antique (et représente, historiquement, la naissance de l'espace public-politique dans la ville) et pas seulement un espace ouvert ou de rencontre sociale. Un cortège de phobies plus petites accompagne cette grande phobie – panique sur la scène des pathologies contemporaines, principalement la phobie de parler, d'écrire ou de signer en public, ce qui est suffisant pour susciter la question suivante: Cette "névrose du sujet politique", serait – elle une production de la neutralisation de la vie politique que nous vivons aujourd'hui?

La question de la sécurité et ses lapsus comprennent tous les territoires existentiels, se présentant comme une faille personnelle privée ou comme une faille publique dénoncée dans le pouvoir de l'état. Il ne s'agit pas d'y relever tout simplement tous les registres de la peur dans l'expérience subjective des gens. Au contraire, nous essayons de démontrer un certain rapport d'opposition entre l'insécurité et la peur, qui fait que l'expansion générale du sentiment de l'insécurité rende inactives les fonctions défensives et médiatrices de la peur, en plaçant le sujet en rapport immédiat avec la terreur et la panique. En effet, dans la "culture des sensations" où nous vivons, la "radicalité" de ces sentiments dominants est basée sur l'ineffable "sensation d'imminence fatale", c'est-à-dire, dans la menace péremptoire de collapsus final de la vie subjective. Une fois abolies les représentations propres des mécanismes défensifs et du monde "fantasmatique", se

réalise une désobjectivation de la mort, qui fait que l'inexorable fin ait l'air de venir du réel et du dehors (sensation de mort imminente dans l'expérience du sujet ou d'attaque "terroriste" immédiate diffusée par la pensée de sécurité de l'État ou globale).

Peur – panique et peur – terreur représentent les manifestations les plus extrêmes des grandes failles de sécurité individuelle et collective, mais elles ne se différencient pas entre elles seulement par le degré. L'une et l'autre semblent surgir de nouveau dans les dernières décennies pour montrer les limites du malaise contemporain, mais nous croyons qu'elles proviennent de différentes sphères. Même la peur-panique nous permet de reconnaître son origine pulsionnelle-libidinale ainsi que dans toutes les phobies, quoique la terreur fasse irruption comme une rupture traumatique et violente. Les deux produisent aussi une menace profonde après leur occurrence, mais le caractère "irrationnel" de la panique, qui est admis de façon angoissée par celui qui la souffre, s'oppose au caractère "rationnel" de la menace de la terreur, soutenue par la pensée de sécurité. En effet, il y a là l'essentiel de cette pensée directrice: douer de raison la politique qui légitime la violence de l'état pour faire face au "terrorisme" qui, de cette façon, est défini comme une instrumentation, subversive ou répressive de la terreur.

Au long du XX^e siècle, la sécurité, qui n'était qu'une des fonctions de l'État de droit démocratique, a changé pour devenir, de nos jours, le principe fondamental de la fonction de l'État - Nation et la base où se fonde la politique globale de la part des pouvoirs hégémoniques. La fin des guerres conventionnelles entre des états souverains a provoqué un changement dans les doctrines de sécurité nationale: l'ennemi potentiel n'est plus un autre État souverain mais un ennemi "déterritorialisé" en même temps interne et global. Quand la sécurité est la pensée unique, la différence entre pouvoir politique et pouvoir de police tend à s'effacer (au détriment de la politique et, parallèlement, la différence entre État et terrorisme tend à disparaître. C'est au nom de la sécurité qu'ici, en Amérique Latine, le terrorisme d'État exercé contre des populations de plusieurs pays a donné au monde les exemples les plus cruels de cette indifférence et a montré - comme nous l'avons dit au début - que la sécurité s'oppose à la loi, décrétant un "état d'exception (de l'ordre juridique) chaque fois qu'il a jugé nécessaire, toujours au nom de la sécurité nationale contre l'ennemi interne. Il est évident qu'aujourd'hui la souveraineté de l'État – Nation n'est pas la même et l'ennemi n' est pas interne. Les frontières

politiques entre les pays se sont diluées en faveur d'un pouvoir plus impérial que national, et le concept de protection est devenu restrictif aux marchés plus qu'aux citoyens. Conjointement, aussi, la rationalité supposée de la sécurité s'est mondialisée auprès de l'ennemi" (aux terroristes potentiels, s'ajoutent les classes dites dangereuses ⁶) qui ne reconnaissent pas non plus de frontières... et ainsi nous arrivons aux jours actuels, où il n'est plus possible de soutenir aucune "illusion".

Enfin, nous croyons que le thème sécurité/insécurité, omniprésent de nos jours, ne devrait pas être absent dans la discussion et la prise de position entre les analystes, ces réflexions étant, ainsi, une des manières de contribuer au débat ouvert.

Eduardo Losicer losicer@marlin.com.br

Rio de Janeiro, août 2003.

Nous remercions à Izabel Borges pour cette version en français.

⁶ "Operação Rio: O mito das classes perigosas", Cecília Coimbra, Intertexto, 2001.